

Réformer par gros temps



Carte blanche
Jean Pisani-Ferry

Nicolas Sarkozy l'a annoncé il y a quelques jours : il entend maintenant « faire en sorte que toutes les réformes qui n'ont pas été engagées en France depuis tant d'années soient conduites à leur terme » (interview au Figaro, 6 mars). Mais la pause des municipales aura été bien autre chose qu'une parenthèse. Le président aborde cette nouvelle phase avec un capital politique nettement érodé et dans un contexte économique fortement détérioré : la conjoncture financière s'est dégradée à grande vitesse, l'euro et le baril de pétrole ont atteint des sommets, les incertitudes se sont transformées en alarmes. D'où une série de questions pressantes : les réformes peuvent-elles relancer la croissance ? Peuvent-elles être finan-

cées ? Quelles sont les priorités ? Sont-elles socialement acceptables ?

Sur les perspectives économiques, le gouvernement a commis l'erreur de susciter des anticipations que seule la chance pouvait satisfaire. A l'été 2007, il a alimenté l'impatience en laissant attendre pour bientôt une croissance de 3 %, avec, à la clef, l'augmentation correspondante du pouvoir d'achat. Rares sont cependant les mesures aux effets immédiats. La réforme est un investissement, en attendre des bénéfices soudains expose aux déconvenues. Réformer le marché du travail, les conditions de la concurrence ou la fiscalité, ce n'est pas sauter d'un équilibre à un autre, c'est engager une transition. Comme le changement commence généralement par susciter de l'inquiétude, il est fréquent que, dans un premier temps, cela

ralentisse la croissance. Restait la chance d'une conjoncture mondiale brillante : elle s'est évanouie. Un recadrage lucide est donc nécessaire, d'abord pour l'année 2008, mais aussi pour les suivantes. S'il est raisonnable d'escompter des réformes un relèvement du potentiel de croissance sur le quinquennat, passer de 2 % – la moyenne des quinze dernières années – à 2,5 % serait un beau résultat.

Comment financer ? Au contraire de M^{me} Merkel, Nicolas Sarkozy a donné priorité aux réformes et a retardé l'ajustement budgétaire, se laissant ainsi des marges de manœuvre pour, le cas échéant, acheter le consensus sur telle ou telle mesure. Pour conduire cette stratégie, initialement rationnelle, de la réforme sans douleur, les marges étaient cependant étroites. Les mesures fiscales de l'été 2007 en avaient consommé une grande partie. Le choc négatif sur la croissance, et donc sur les recettes, les a désormais réduites à zéro. Au moment où elle s'apprête à exercer la présidence de l'Union, la France ne peut pas engager un débat acrimonieux avec une Allemagne redevenue apôtre de la rigueur. Elle ne peut pas non plus prendre le risque financier d'une dégradation de ses conditions d'emprunt, dans un contexte où les marchés discriminent bons et mauvais emprunteurs. Pour surmonter telle ou telle résistance, il faudra sans doute payer pour réformer, mais au prix d'économies ailleurs, et donc d'autres difficultés politiques. Nicolas Sarkozy est aujourd'hui condamné à une discipline financière qu'il n'avait pas anticipée et risque

demain, si la situation se dégrade encore, de devoir mener de front réformes et rigueur.

Quelles sont les priorités ? En proposant un abécédaire de 316 mesures dont « toutes sont critiques pour le succès de l'ensemble », la commission Attali a suscité l'ironie. Cependant, l'expérience internationale enseigne que les effets des réformes ne s'additionnent pas seulement, mais se multiplient aussi. Un marché du travail qui fonctionne mieux parce que l'appariement entre demandeurs et offreurs d'emplois est plus rapide et plus précis (ce à quoi la fusion ANPE-Unedic doit contribuer) est d'autant plus créateur d'emplois que le marché des produits favorise l'entrée et le développement de nouvelles entreprises, et que celles-ci trouvent les financements correspondant à leurs besoins. De ce point de vue, la fringale d'action de l'équipe au pouvoir est certainement préférable au pointillisme pusillanimité du passé. Reste à passer du volontarisme à la stratégie, et à sélectionner la masse critique des réformes qui permet-

«
Reste à sélectionner
la masse critique des
réformes qui permettront
d'obtenir des résultats

tront, à coût minimum, d'obtenir des résultats. C'est aujourd'hui plus nécessaire encore qu'hier.

Les réformes sont-elles socialement acceptables ? Nicolas Sarkozy a pour lui d'avoir gagné la bataille intellectuelle : la nécessité économique de transformations profondes est largement reconnue, à droite comme à gauche. Il a pour lui d'avoir mené campagne sur ce thème, d'avoir reçu mandat implicite de conduire ces transformations. Mais il a contre lui d'avoir, par les mesures fiscales de l'été 2007, donné prise au soupçon quant à l'équité de sa politique.

Or la confiance sur ce point est essentielle pour l'acceptation des réformes, parce que les effets de celles-ci sont par nature incertains. Les citoyens sont prêts à accepter d'en prendre le risque s'ils les perçoivent comme nécessaires, pas si leurs orientations leur paraissent inspirées par un agenda partisan ou socialement biaisé. C'est pourquoi les signaux comptent. Pour corriger l'impression laissée par ses premières décisions, le gouvernement doit maintenant signaler sans ambiguïté une volonté d'équité. Le moyen de la faire est de s'attaquer aux rentes économiques dont bénéficie une partie de son électorat. De « A » (avoués) à « V » (vétérinaires), le rapport Attali en fournit un vaste catalogue, dans lequel il lui suffit de puiser. ■

Jean Pisani-Ferry est économiste et directeur de Bruegel, centre de recherche et de débat sur les politiques économiques en Europe.